

TEXTE ACTION
CONGRÈS ACADÉMIQUE 2017 À HÉNIN-BEAUMONT

Le congrès académique est l'occasion pour le SNES-FSU d'établir un bilan de son action et des politiques éducatives nationales à l'échelle de notre académie, et de dessiner des perspectives syndicales au-delà des échéances politiques.

L'action du S3 a permis de peser sur l'Administration dans toutes les instances et d'obtenir des gains importants dans le cadre des CAPA (Commissions Paritaires, où le SNES-FSU est majoritaire). La garantie d'accéder à la hors-classe après le 11^{ème} échelon est ainsi à mettre à l'actif de notre intense activité paritaire, de même que la systématisation de GT préalable permettant de traiter toutes les situations individuelles ou d'établissements de façon approfondie. Notre présence sur le terrain, nos relais dans les établissements, notre intense travail d'exégèse, puis de vulgarisation des textes officiels et la confiance que nous accordent les collègues, ont également permis de contraindre le rectorat et les Dasen à intervenir pour régler de nombreuses situations d'établissements. Au quotidien, ce sont aussi des situations individuelles dont nous imposons la prise en compte par les services.

Pour autant, même si depuis 2012 l'hémorragie connue par notre académie depuis 1998 s'est arrêtée, les créations de postes ont été largement en deçà des suppressions de postes massives des quinquennats précédents, suppressions qui l'avaient d'autant plus affectée en raison de ses difficultés socio-économiques criantes.

En lycée, nous avons vu exploser les effectifs par classe, particulièrement en 2nde, classe de détermination, et de plus en plus en terminale, avec des élèves ayant les plus grandes difficultés à trouver un établissement pour doubler ou tripler après leur échec à l'examen. En l'absence de décision nationale sur l'intégration des lycées dans le dispositif, les établissements les plus fragiles ont été exclus de la nouvelle carte de l'éducation prioritaire. La réforme Chatel a été maintenue sans réel bilan, et le rectorat veut aujourd'hui imposer l'expérimentation bac pro en BTS, sans répondre à notre demande d'un groupe de travail préalable afin de trouver des solutions pour la réussite de tous les étudiants, qu'ils soient issus de la voie professionnelle ou de la voie technologique. De la même manière, la gestion de flux vient se substituer en lycée au processus d'orientation avec la suppression quasi totale du doublement, au détriment des élèves en difficulté auxquels rien n'est proposé pour réussir. Le SNES-FSU doit continuer à s'emparer des outils pour y faire face, y compris les CHS-CT, mais cela ne pourra pas se substituer à la lutte syndicale.

Dans les collèges, en particulier dans notre académie, la réforme génère un flux énorme d'injonctions visant à remettre aux chefs d'établissement les clés de nos métiers (projets, parcours, évaluation des élèves, formation). La surcharge de travail, liée notamment à la mise en œuvre simultanée de tous les programmes, et à des pressions locales (réunions, mise en place du LSU, du nouveau DNB, inclusion imposée des sixièmes SEGPA) débouchent sur une souffrance au travail record et qui se traduit par de nombreux appels à la permanence, des demandes de soutien, d'HIS, voire des arrêts de travail. L'explosion de la demande en remplaçants - de moins en moins assurée faute de candidats - ne témoigne pas que de la crise de recrutements, elle est symptomatique d'un mal-être professionnel. Une souffrance que refuse d'entendre l'administration malgré les retours des établissements sur la hausse des arrêts maladie et de collègues de plus en plus nombreux en recherche d'une reconversion, voire d'une sortie de l'enseignement, quand elle ne l'amplifie pas en laissant les collègues sans soutien face à des comportements inadmissibles ou en désavouant ceux qui refusent ces comportements.

En collège comme en lycée, les réformes successives conduisent à une dégradation générale des conditions de travail, à une attaque sur le temps de travail, l'éclatement du cadre national, à l'intrusion de l'administratif dans nos pratiques pédagogiques et au renforcement simultané des hiérarchies locales, compromettant la démocratisation qui fonde les mandats du SNES-FSU.

Le congrès d'Hénin-Beaumont appelle dans ces conditions à rejeter les programmes politiques qui entendent conforter ou accélérer ces régressions : renforcement de l'autonomie des EPLE, élargissement des prérogatives des personnels de direction, mise en concurrence des disciplines et donc des personnels, collège et lycée modulaires, suppressions de postes, soutien à l'enseignement privé, logique de régionalisation, développement de l'apprentissage, nostalgie d'un "âge d'or" de l'école, qu'il faudrait rétablir alors qu'il n'a jamais existé...

Le congrès demande l'abrogation de la grille de compétences du nouveau dispositif d'évaluation, outil managérial qui remet en cause la liberté pédagogique et vise à mesurer le degré de docilité et d'adaptation des personnels aux réformes que nous rejetons.

Dans l'immédiat, il appelle à faire du 1er mai une grande journée de mobilisation

Quel que soit le résultat de l'élection, nous appelons chacun à être prêt à mener tous les combats pour défendre notre vision de l'éducation et des services publics, le statut des fonctionnaires, les salaires, les pensions, les retraites et le système de protection sociale solidaire

Dans les établissements, le congrès appelle :

- à continuer la résistance en collège en dénonçant les injonctions et pressions locales, notamment, en participant activement à la campagne nationale de communication et d'HIS en mai sur la question de l'évaluation,
- à continuer l'action dans les établissements pour de meilleures conditions de rentrée.
- à s'adresser aux candidats aux législatives

Les reformes Châtel et Vallaud-Belkacem doivent être abrogées.

Unanimité des 53 présents